L'EMPRUNT, PROJET FINANCIER PRÉSENTÉ A.M. HUMANN SUIVI...

Giuseppe Corvaja

Digitized by Google

12

L'EMPRUNT,

PROJET FINANCIER

PRÉSENTÉ A M. HUMANN,

PAR M. LE BARON CORVAÏA.

Digitized by Google

DE L'IMPRIMERIE DE BEAU, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Digitized by Google

12

L'EMPRUNT,

PROJET FINANCIER PRÉSENTÉ A M. HUMANN

PAR M. LE BARON CORVAÏA

SUIVI D'UN

CATÉCHISME POPULAIRE FINANCIER

Mis à la portée des Prolétaires.

Mundum numeri regunt.
PYTHAGORE.

Il faut réduire la morale et la politique à des règles aussi exactes que celles des mathématiques. Si cela est impossible, n'en parlons plus ; qu'on m'enchaîne et qu'on cesse de m'ennuyer.
MIRABEAU.

DEUXIÈME ÉDITION.

PARIS,
DELLOYE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
PLACE DE LA BOURSE, 13.

29 juillet 1841.

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE.

Le meilleur gouvernement serait celui où une offense faite à un citoyen serait vengée par toute la nation.

(*Solidarité.*) SOLON.

Le meilleur gouvernement serait celui dans lequel on ne laisserait pas passer un instant sans que le capital d'un citoyen ne portât intérêt à lui et à la nation.

(*Association.*) FRANKLIN.

On aura obtenu ces deux perfectionnements lorsque le gouvernement et la nation se fondront l'un dans l'autre de manière à former une véritable commandite nationale basée sur les chiffres, et non sur les opinions.

(*La Bancocratie.*)
CORVAIA.

Il y a cinquante-deux ans que l'Europe s'efforce d'obtenir la liberté des idées et de la parole, qu'elle considère comme la source de tous les biens matériels et moraux de l'espèce humaine. Depuis cinquante-deux ans on fait des expériences avec les barricades, le canon, l'échafaud, les proscriptions et les protocoles; et cependant les choses ont toujours marché de mal en pis, parce que la conquête éphémère de la liberté devant la loi, outre qu'elle a coûté à notre génération des torrents de sang, se trouve aujourd'hui inféodée à une classe privilégiée, à la classe des banquiers, moyennant cinquante milliards de francs dont nous devons rembourser le capital, ou payer éternellement les intérêts. La révolution politique ayant manqué son but et la génération étant écrasée par l'énorme fardeau d'un intérêt annuel, pour les garanties duquel les créanciers mettent les gouvernements dans la nécessité d'avoir trois millions de soldats armés et un million d'espions, les peuples se désaffectionnent de leurs souverains, la misère augmente chez eux à mesure que la richesse s'accroît chez leurs

Digitized by Google

créanciers, et ainsi gouvernants et gouvernés, victimes ensemble d'une maladie qu'ils ne savent point guérir, courent inévitablement à la mort.

Pour comble de malheur, le commerce des intérêts de cette énorme dette favorisant l'agiotage de la Bourse, celle-ci, pareille à une pompe aspirante, s'empare de tout le numéraire de l'État qu'elle enlève ainsi aux récompenses dues au talent et au travail du prolétaire : elle crée des flots de valeurs factices qui engendrent la production illimitée et la funeste concurrence, en sorte que la majorité, privée de pain et de ressources, se voit environnée d'un luxe qu'elle produit et qu'elle ne peut partager, subissant ainsi le supplice de Tantale.

La politique, se traînant à la remorque des circonstances, ne sachant plus comment sortir du labyrinthe inextricable qu'elle s'est formé avec la grammaire de Machiavel, essaie de réparer le mal en faisant des concessions au principe de l'association. Mais ce remède a aggravé le mal lui-même en augmentant le nombre de ceux qui s'alimentent des produits du prolétaire. La politique a cru également devoir, au moyen des caisses d'épargnes, associer le prolétariat au besoin de l'ordre : mais cette institution, toute philantropique qu'elle est comme principe, est funeste dans son organisation parce qu'elle ôte des mains du prolétaire le peu d'argent dont l'agiotage de la Bourse ne pourrait faire sa proie, et l'apporte en masse sur ce funeste marché ; de sorte que cette portion du numéraire, enlevée à la circulation des localités, concourt à la hausse de la rente au profit des agioteurs et au préjudice du trésor, qui est obligé d'amortir aux prix courants. De cette façon les économies du peuple sont employées contre l'intérêt du peuple.

Dans l'état de confusion où les nations sont tombées, les philantropes conservateurs et les hommes notables du prolétariat, convaincus que l'épreuve de la guerre ne ferait que ramener le cercle vicieux des révolutions, lesquelles se termineraient par la dictature militaire, s'efforcent d'inventer des systèmes de réforme propres à amener la cessation des maux de la société. Tout en admirant les efforts de ces réformateurs, nous aussi nous allons présenter un projet de réforme, fruit de trente ans d'expérience et d'études, appuyé non sur des opinions, mais bien sur les deux seules vérités qui existent, à savoir : les faits et les chiffres. Sous

Digitized by Google

ce rapport nous comptons sur toute l'attention de la politique et sur la discussion consciencieuse de la philantropie.

Prenant la somme du bien et du mal telle qu'elle est, respectant chaque actualité par la seule raison de son existence, quelle qu'ait été son origine, nous proposons aux réformateurs et aux peuples un moyen technique de réforme politico-sociale qui, sans mettre en jeu les opinions, est applicable à tous les états, quelle que soit leur organisation actuelle.

La vie matérielle des individus et des nations étant le fait le plus important, il ne peut y être apporté d'amélioration que par la puissance d'un fait nouveau et non par les opinions, variables de leur nature comme la pensée qui les fait naître. Or, la lutte des opinions et des faits nous a révélé que la banque, ou la routine financière, a rendu les financiers maîtres de toutes les positions politiques et des questions gouvernementales, que par conséquent il ne s'agit plus que de rendre commune à tous cette routine, aujourd'hui le privilége de quelques-uns.

Cette routine est fondée sur l'organisme matériel d'une richesse inextinguible et élastique jusqu'à l'infini, et qui se nomme *crédit*. Cette richesse, on la voit, on la sent, mais on ne la touche point; et, comme le dieu de la vie matérielle, elle enrichit les *croyants* qui savent l'adorer, de même que le *crédit* religieux enrichit par l'espérance des biens futurs les malheureuses créatures que l'on veut indemniser de la privation des biens présents.

Ce qui constitue donc la découverte dont nous nous sommes constamment préoccupé, c'est de transformer en science populaire le fait primordial, unique levier sur lequel s'appuie l'existence sociale des individus et des nations, fait dont nous devons la découverte à notre patience obstinée. Organiser la routine financière d'une nation de manière que, sans s'en apercevoir, chaque citoyen dans la société se trouve enveloppé de cet élément primordial de la vie appelé *crédit*, tel est le but de la *Bancocratie*, dont le seul nom suffit pour annoncer que nous en formons un nouveau principe de gouvernement représenté par une *Banque nationale*. Cette réforme étant appuyée sur une routine, demande un premier fait qui consisterait dans une loi qui la proclamât. Mais comme ce fait est inféodé dans les monopoleurs de la richesse appelée le *crédit*, et qu'il conduirait à une commandite parfaite entre le souverain et le peuple, on pourrait ainsi craindre que la loi fût empêchée par

Digitized by Google

l'égoisme des banquiers ou des administrateurs actuels du peuple, qui craindraient d'être révoqués de leurs fonctions. Nous avons dès lors cru devoir séparer la routine, ou soit l'art de la Banque nationale, de sa science, pour que les prolétaires, en cas d'ajournement de la loi, puissent en demander la promulgation au moyen d'associations légales qui enlèvent aux monopoleurs du *crédit* les avantages exclusifs de cette source de vie, et mettent le gouvernement dans un tel isolement qu'il soit contraint d'accepter les conditions de la *commandite* nationale.

C'est dans ce but que nous avons cru d'abord devoir résumer en théorèmes la partie scientifique de la *Bancocratie*, ne renonçant pas au pénible travail d'un plus grand développement : nous ajouterons dans nos annales de la *Bancocratie* des leçons expérimentales dont l'objet sera de mettre le peuple à même de comprendre la science et de pratiquer les actes qu'il est en son pouvoir d'exercer.

Le *crédit* étant un acte de foi matérielle d'homme à homme, la confiance en est le premier élément. Que les hommes commencent donc à se communiquer mutuellement cette confiance par les *faits* et non plus par les *opinions* trompeuses, et ils enlèveront ainsi aux monopoleurs le grand secret du bien-être de la vie physique, du perfectionnement de laquelle dérivera ensuite le bien-être de la vie immatérielle.

L'homme, né pour la société, vit actuellement dans une agonie mortelle, comme le poisson sorti de l'eau, et qui ne reprend sa vitalité que lorsqu'il est replongé dans son élément. Efforçons-nous donc d'associer les hommes, non par leurs personnes, mais par leurs intérêts matériels, et nous les aurons replacés dans ce paradis que la nature leur a promis, qu'ils voient, qu'ils admirent, et où le monopole seul leur défend d'entrer.

Digitized by Google

L'EMPRUNT.

1RE LETTRE A M. HUMANN,

MINISTRE DES FINANCES.

Monsieur le Ministre,

Dans mon voyage aux États-Unis, j'ai eu le bonheur de me lier d'amitié avec M. Ed. Franklin, neveu du grand financier dont le nom seul est un éloge. Financier, lui aussi, il a pu, par de profondes méditations, formuler un nouveau principe de Banque unitaire qui, dans sa conviction, détruirait l'agiotage, tendrait à faire cesser les agitations politiques, les crises financières et la guerre. A mon départ pour l'Europe, il m'a délégué l'honneur de présenter cette découverte au gouvernement de S. M. le Roi des Français, à l'occasion du nouvel emprunt de 450 millions.

M. Ed. Franklin propose de fixer, quant à présent, l'intérêt à 4 p. °/₀ et de prendre pour base de sa nouvelle rente l'*unité*, ou 1 fr. de rente pour 25 fr. de capital. Les nouveaux certificats seront *au porteur* de 1 jusqu'à 40 fr. de rente, ou de 25 à 1,000 fr. de capital, en laissant libre le rentier d'une plus forte somme de les demander nominatifs. Les acquéreurs de cette nouvelle rente seront affranchis des frais de transport, transfert, courtage, etc., et de toute autre formalité. Cette rente devra se vendre sur tous les points du royaume, et se trouver aux caisses d'épargne, près des administrations financières, percepteurs, receveurs, etc., etc.

Quoique cette substitution du 1 pour 25, au 5, 4 1/2, 4 et 3 p. °/₀ paraisse au premier abord de peu d'importance, M. Franklin croit y avoir découvert l'instrument de la destruction complète de l'agiotage, et la meilleure garantie de l'ordre public, de la paix européenne et de la parfaite organisation du travail. En formulant en principe cette découverte, très-simple en apparence, l'auteur ajoute que la *démocratie*, ou bien la *popularité* de la

Digitized by Google

rente doit infailliblement créer les hiérarchies du talent, du travail, de la propriété, et le gouvernement monarchique unitaire.

Monsieur le Ministre sait qu'en augmentant le nombre des rentiers on accroît celui des conservateurs, des amis de l'ordre et de la paix. Les hommes positifs savent que nous devons à cette classe le *statu quo* qui ne pourrait devenir définitif sans identifier les intérêts moraux et matériels du peuple avec ceux de la couronne et de la paix européenne.

Vous découvrirez, monsieur le Ministre, dans cette nouvelle rente le plus brillant avenir pour le gouvernement et pour la nation. Le peuple, devenu rentier, comprendra que *ses certificats* s'élèveront au-dessus du prix d'émission, en raison de l'ordre intérieur et de l'organisation du travail. Cette rente, affranchie de toute entrave, trouvera un placement facile en Angleterre. Les rentiers anglais reconnaîtront le bénéfice de vendre leur 3 p. °|₀ qui est à 90, pour acheter la rente française qui sera à 75. L'aristocratie féodale et financière sera forcée de convertir la dette énorme de l'Etat, si elle ne veut pas voir passer tout son numéraire dans le trésor français. La France pourrait-elle opposer une plus noble représaille à ce cabinet astucieux, qu'en faisant perdre à son aristocratie 130 millions sterling (1) ?

Cette nouvelle rente populaire obtiendra la préférence sur celle du 5, 4 1/2, 4 et 3 p. °|₀ et sur les bons du trésor, et elle sera reconnue comme le meilleur et le plus sûr placement des économies du peuple. Elle augmentera indéfiniment le nombre des transactions journalières, et finira par se rendre le pivot de l'assurance mutuelle du travail et de la propriété. C'est alors que, pour neutraliser l'agiotage, le trésor sentira le besoin d'en émettre incessamment (2). Ceci explique le corollaire que le financier américain tirait de ce principe une fois posé, *le temps c'est de l'argent.*

Le gouvernement ne doit faire de dettes, ni créer une rente qu'autant que les capitaux qu'il reçoit portent un intérêt plus fort que celui qu'il paie au rentier (3). Le trésor deviendrait nécessairement, par ce fait, le banquier de la nation, qui, au nom de tous les citoyens, reçoit l'argent des particuliers, pour l'employer en travaux d'utilité publique, comme chemins de fer, canaux, etc., etc.; et, en faisant des avances à la propriété financière et immobilière, détruirait le système hypothécaire actuel (4). Le Trésor, comme gérant commanditaire de la nation, pourrait aussi

Digitized by Google

acheter les rentes étrangères qui seraient au-dessous du cours du 1 pour 25 ou du 4 p. %, et acquérir, par ce moyen financier, cet ascendant politique que la guerre ne saurait donner (5). Le trésor aurait aussi un grand avantage à prêter à l'Espagne à 25 fr. de capital pour 5 de rente, et apporterait même un grand secours à ce malheureux pays. Quelle prépondérance politique et économique ne retirerait pas la France de l'établissement de grandes banques dans l'Algérie, en Egypte, en Grèce, en Turquie, pour abattre la politique mercantile de l'oligarchie anglaise (6)?

Enfin la solidarité des intérêts entre les gouvernements et les peuples d'Europe devra conduire au désarmement général et au gouvernement *à bon marché*, qu'ordinairement l'on ne croit possible qu'avec la démocratie, mais qui ne saurait être que le résultat logique de la solidarité des intérêts du peuple et du gouvernement.

Un nouvel ordre de choses devra se substituer au menaçant état politique des peuples européens, car ils n'y ont été conduits que par l'agiotage, les ambitions nécessiteuses et la misère toujours croissante du prolétariat.

M. Ed. Franklin espère aussi que ce nouveau principe financier et gouvernemental engendrera le salut de sa patrie. La mauvaise route dans laquelle sont engagées les questions financières dans les divers Etats de l'union une fois reconnue, ils trouveront leur sauvegarde dans une Banque unitaire nationale. Les États-Unis suivront l'exemple de l'Europe, et ils substitueront des certificats de rente effective aux torrents de papier-monnaie que quinze cents banques particulières lancent dans le pays, et qui ne peut manquer d'avoir le sort *des assignats* (7).

Dépositaire de la découverte de M. Ed. Franklin, je pourrais soumettre à Monsieur le Ministre d'autres observations, mais sa juste renommée financière arrête ma plume. Je me réserve seulement le droit de faire connaître au public ce nouveau système, de le mettre à la portée de toutes les intelligences et de le défendre par-devant tous les économistes, banquiers et agioteurs (8).

Je finis en ayant l'honneur de présenter à Monsieur le Ministre le modèle des nouveaux certificats, d'après lequel le paiement des intérêts n'entraînerait aucune opération de comptabilité.

Agréez, etc.

Signé : B. CORVAÏA.

Paris, ce 22 mai 1841.

Digitized by Google

NOTES DE LA 1re LETTRE A M. HUMANN.

NOTE (1).

Nous prions les véritables amis de la réforme sociale de réfléchir sur ce corollaire, mathématiquement prouvé par la vérité des chiffres et constaté pratiquement par la circulation du numéraire, qui, comme l'eau, tend toujours à se niveler. Si ce phénomène ne s'est pas vérifié dans la circulation des certificats de rente, c'est qu'il ne convient à personne d'acheter 1, 10, 40 fr. de rente étrangère à cause des frais et des formalités. Mais lorsqu'on pourra acheter la rente française comme les billets des banques chez tous les changeurs, qui sera assez fou pour préférer un chiffon de papier ne portant pas intérêt, basé sur un capital fictif, garanti seulement par un privilége monopoliste, aux certificats de rente nationale française? Objectera-t-on peut-être que le papier Law et les assignats finirent par la banqueroute? Mais nous ferons observer que les certificats proposés ne sont pas un papier fictif comme ceux-là, mais une rente d'un capital remis au trésor de la nation, solidairement identifiée à celle que reçoivent MM. Rothschild et les autres deux cent mille rentiers français. Le ministre sera toujours tenu de rendre compte au peuple de l'argent existant au trésor ou des prêts faits à la propriété, à l'industrie, au commerce, aux travaux publics, etc. Quels seront donc les rentiers anglais qui ne s'empresseront pas de vendre leur rente à 90 lorsqu'ils pourront en acheter une plus sûre que celle de leur pays à 75? Et nous disons plus sûre parce que, lorsque le peuple français, qui fait à lui seul depuis cinquante-deux ans avorter toutes les prévisions de la politique, sera devenu rentier, alors la révolution et la guerre disparaîtront pour toujours du monde.

NOTE (2).

Le remboursement a été le piége fatal dans lequel les prêteurs usuriers ont fait tomber les rois et les peuples. Quel a été le remboursement opéré depuis la découverte des funestes dettes publiques? Les cinquante milliards de dettes qui oppriment les peuples d'Europe prouvent aux plus incrédules comment les ministres coopérèrent à faire accepter aux peuples cette théorie pour n'avoir pas su comprendre qu'il y a dans la nature une épargne annuelle du 3, 4, 5 p. °/₀ qui tend à se capitaliser. Et voilà par quelle puissante raison ces économies se convertirent sous les prêtres en églises, en couvents, en canonicats, en prében-

Digitized by Google

des; sous le régime féodal des barons, en emprunts qu'ils ne payèrent jamais, et pourquoi aujourd'hui elles se perdent à la Bourse ou dans les commandites à la Robert-Macaire.

Alors il est arrivé que ces économies naturelles sont allées s'engouffrer dans l'usure et l'agiotage, attirées par l'appât d'un remboursement que l'on désire lorsque la vente est au-dessous du pair, et dont on ne veut plus dès qu'elle est au-dessus.

NOTE (3).

Ceci est le grand secret des Anglo-Américains. Ils n'ont pas de dette publique nationale, mais ils ont une dette énorme de localité, parce que leurs emprunts ont servi à faire des chemins de fer, des canaux, des plantations, des travaux publics, etc. Et comme ils retirent de ces ouvrages un intérêt plus fort que celui qu'ils paient aux créanciers, ils ont improvisé cette richesse que les démagogues croient être l'effet de la démocratie et qui n'est due au contraire qu'à leur système financier.

NOTE (4).

L'exécution de ce projet répondra aux vœux de tous les honorables socialistes qui réclament l'abolition de la propriété.

M. Proudhon, qui par sa logique inflexible, sa savante critique et une méthode rationnelle puissante, s'est élevé au-dessus de bien d'autres, comprendra comment la propriété, sans qu'il soit nécessaire de la détruire, demandera à se mobiliser pour recevoir la fécondation du talent et du travail sans lesquels elle serait un capital improductif. Nous nous bornerons à rapporter quelques passages de cet ardent socialiste, pour faire connaître la coïncidence de ses pensées avec notre découverte de la Bancocratie. Nous citons :

« Qu'est-ce que le gouvernement? Le gouvernement est l'économie politique, l'administration suprême des travaux et des liens de toute la nation. Or la nation est comme une grande société dans laquelle tous les citoyens sont actionnaires : chacun a voix délibérative à l'assemblée; et si les actions sont égales, dispose d'un suffrage. (PROUDHON, *Qu'est-ce que la Propriété?*)

» Le banquier, le Crésus moderne, doit être un jour l'instaurateur de l'égalité.

» La Banque, aujourd'hui la pompe aspirante des richesses, est destinée à devenir l'économat du genre humain.....

Comment finira l'aristocratie bourgeoise? Par l'union du prolétariat et de la puissance souveraine. » (*Lettre à M. Blanqui sur la propriété.*)

«...*Trouver un état d'égalité sociale qui ne soit ni communauté, ni enrégimentation, ni morcellement, ni anarchie, mais liberté dans l'ordre et indépendance dans l'unité.* Et ce premier point résolu, il en reste un second : *Indiquer le meilleur mode de transition.* » (*De la célébration du dimanche*).

Digitized by Google

NOTE (5).

Les peuples d'Europe ne veulent pas de constitution à la Robert-Macaire, mais une véritable commandite entre eux et le souverain, représentée par leurs délégués, ne s'appuyant plus sur les opinions mais sur le système Rothschildien. Les peuples savent déjà qu'une fois la démocratie de la rente établie en France, les autres gouvernements seront forcés d'adopter la même mesure, et que ce *seul fait* suffit pour établir la mutualité universelle.

NOTE (6).

La puissance des gouvernements dépend de la plus ou moins grande diffusion de l'action de leurs banques respectives. Nous constatons ce fait aux États-Unis, en Angleterre, dans la Hollande, en Belgique, en France, en Autriche, etc. Nous voyons au contraire que les gouvernements sans banques sont misérables, ignorants, exploités politiquement et économiquement par l'aristocratie de la banque anglaise. La propagande française doit faire converger tous ses efforts pour *bancocratiser* les peuples sous le symbole de l'unité monarchique, et alors, sans répandre une goutte de sang, la France aura obtenu sa réforme, et la réforme universelle.

NOTE (7).

Nos lecteurs connaissent la question capitale d'une Banque unitaire qui s'agite entre les grands banquiers, les propriétaires américains et les agioteurs des banques particulières. Mais comme ces derniers sont en majorité, la Banque unitaire n'a pas encore réuni la majorité des suffrages. C'est un tort grave du fier démocrate Jackson d'avoir cru entrevoir dans la puissance d'une banque unitaire le danger d'un coup d'état monarchique, parce que les maux du peuple ne dépendent pas de la monarchie, mais de n'avoir pas encore trouvé les moyens d'harmoniser les bienfaits de l'unité monarchique avec l'éligibilité des délégués révocables comme nous les proposons avec notre nouveau système

NOTE (8).

Si notre début est favorablement reçu par les conservateurs de toutes les opinions, par les consciencieux patriotes et par ce grand peuple doué plus que tout autre de sens commun, nous lui soumettrons bientôt un travail complet pour l'organisation de la véritable commandite entre les peuples et les gouvernements.

Digitized by Google

RENTE NATIONALE FRANÇAISE PERPÉTUELLE.

Certificat au Porteur de 1 fr. 2 fr. 3 fr. etc.

de Rente inscrite sur le Grand-Livre de la Nation,

Année d'Émission 1841.

Rente 1851.	Rente 1850.	Rente 1849.	Rente 1848.	Rente 1847.	Rente 1846.	Rente 1845.	Rente 1844.	Rente 1843.	Rente 1842.

N. B — Ce Certificat pourra être cédé ou négocié avec ou sans les coupons. Les coupons détachés indiquent l'intérêt payé.

Digitized by Google

IIE LETTRE A M. HUMANN.

Monsieur le Ministre,

N'ayant pas eu encore l'honneur de connaître les impressions que le projet de la nouvelle rente populaire a pu faire sur votre esprit, je viens renouveler mes instances près de vous, afin que vous ayez la bonté de le faire connaître aux notabilités de la finance parisienne. Il est vrai de dire que l'amour-propre peut égarer et qu'il est souvent un mauvais conseiller; mais la bonne opinion dont M. Franklin jouit en Amérique, et mon expérience personnelle de trente années passées dans la routine financière, me portent toujours à croire que le principe de la popularité de la rente est *le seul moyen* qui puisse conduire à l'organisation du travail, partant à l'ordre et à la paix universelle.

Je comprends les grandes difficultés que peut y entrevoir un ministre des finances prudent et éclairé, dans la crainte de ne pas voir réussir l'emprunt, par l'apathie ou l'ignorance du peuple, ou par la défiance naturelle qu'inspirerait le papier du gouvernement.

Mais, d'après ce que j'ai pu connaître par les interprètes des opinions populaires, il serait très-facile de vous faire parvenir, Monsieur le Ministre, des pétitions signées par des milliers d'honnêtes commerçants et boutiquiers, pour vous faire connaître qu'ils sont très-disposés à accepter du peuple les nouveaux certificats comme prix de leurs transactions journalières, et à ouvrir des comptes courants à tous les prolétaires. J'ai l'honneur enfin de faire respectueusement remarquer à Monsieur le Ministre que, s'agissant d'un principe financier d'aussi haute importance, je ne puis l'abandonner sans le livrer à la discussion publique, qui perfectionne toujours toutes les découvertes; et lors même que la discussion publique me donnerait tort, je dirais comme Galilée : Pourtant la popularité de la rente est le seul pivot du perfectionnement social.

Dans cette attente, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, d'accepter les protestations de mon profond respect.

Paris, 4 juin 1841.

Signé : Baron CORVAÏA.

Digitized by Google

LETTRE A M. LE Bon JAMES DE ROTHSCHILD.

MONSIEUR LE BARON,

Chargé par d'honnêtes négociants et propriétaires étrangers, qui voient de jour en jour l'avenir plus menaçant par l'agitation continuelle des partis politiques de la grande nation française (qui commence à entrevoir les funestes conséquences des fortifications), de présenter un projet financier à l'honorable M. Humann, j'ai déjà accompli cette mission. Mais les preuves d'amitié dont votre respectable frère m'a souvent honoré à Naples, et votre position grandement influente, qui vous donne le droit de prendre la première place dans les grands emprunts des gouvernements, me mettent dans l'obligation de soumettre mon projet à vos lumières et à votre censure. Vous reconnaîtrez, je l'espère, dans mon plan le principe capable de résoudre le grand problème de donner aux peuples un gouvernement à bon marché, sans porter atteinte aux actualités politiques et de la banque, et, en rendant le peuple et le gouvernement solidaires l'un de l'autre, de faire cesser le besoin de la force armée. L'exécution de mon projet mettrait un frein aux passions des démagogues, donnerait à vivre au prolétariat, qui devient de jour en jour plus misérable par les contributions croissantes et par la concurrence illimitée qui tue les industriels et les commerçants. Si la masse des propriétaires et des banquiers est intéressée à faire au peuple des concessions raisonnables, votre famille devenue historique, et qui depuis vingt-cinq ans marche à la tête de tout le mouvement de la banque en Europe, est appelée la première à en donner l'exemple. Vous trouverez, M. le baron, que la création de cette rente populaire de 1 franc pour 25 francs de capital, affranchie de toute formalité, n'est aucunement attentatoire à la fortune des banquiers; elle ne détruira que l'agiotage, fera refluer les capitaux sur l'agriculture, aux ateliers, au commerce, pour améliorer la condition du peuple et le rendre producteur et consommateur.

Digitized by Google

Si ce projet n'a pas eu le sort d'être soumis par le respectable Ministre à l'honneur de la discussion publique, la malignité des démagogues pourrait accuser votre maison comme la secrète cause de ce refus artificieux; mais comme je connais d'ailleurs parfaitement les principes philanthropiques de votre honorable famille et ceux de M. Humann, je ne saurais supposer que ce refus dérivât d'une prédilection pour votre propre projet, plutôt que des difficultés d'exécution attachées au mien. Voilà pourquoi, Monsieur le Baron, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien donner votre opinion sur la possibilité ou l'impossibilité d'exécution de ces nouveaux certificats populaires, en vous assurant que, si vous réussissez par votre talent financier à me prouver le contraire, je vous ferai le sacrifice de mes convictions mathématico-pratiques de vingt années d'expérience dans le maniement des affaires de bourse, et de ma pratique dans la routine de la circulation du papier de la banque.

Dans l'espoir que vous aurez la bonté de m'honorer d'une réponse catégorique, veuillez accepter par anticipation l'assurance de mon profond respect.

Signé : Baron CORVAÏA.

Paris, 4 juin 1841.

IIIE LETTRE A M. HUMANN.

Monsieur le Ministre,

L'honorable député qui a eu la complaisance de vous présenter ma seconde lettre, a eu la bonté de me faire quelques observations relativement aux difficultés que vous trouveriez dans la création de la nouvelle rente de 1 pour 25 fr. Je crois, Monsieur le Ministre, que ces difficultés relèvent plutôt de ménagements, d'égards politiques, que de véritables difficultés organiques et techniques. Mais, par la même raison que la fermeté de caractère qui vous distingue, Monsieur le Ministre, vous place naturellement au-dessus des passions politiques, votre probité et votre patriotisme

Digitized by Google

forment mon espoir et celui de tous les honnêtes citoyens qui veulent sortir du pénible état d'incertitude dans lequel la politique du 1er mars a jeté le monde politique, industriel et commercial. Les faillites se multiplient à l'extérieur et à l'intérieur dans une progression effrayante. L'avenir se fait de jour en jour plus menaçant pour les négociants; les marchés s'encombrent de marchandises et de produits sans trouver d'écoulement, et une pénible suspension dans les affaires fait tomber dans la misère les maisons de commerce les plus respectables. Si ces réflexions, Monsieur le Ministre, ne suffisaient pour vous désabuser sur la gravité des exigences politiques qui amèneraient le rejet de mon projet, je me trouverais alors forcé de recourir aux journaux pour ouvrir la discussion sur mon principe de la popularité de la rente, seul moyen de sauver le trône, la paix et l'avenir politique. La presse en ferait alors un élément d'opposition gouvernementale, et le bruit de ses journaux éloignerait toute autre combinaison d'emprunt.

Les liens d'amitié qui m'unissaient, à Naples, au baron Charles de Rothschild, m'ont mis dans l'obligation de communiquer mon projet à son honorable frère de Paris, et j'ai l'assurance qu'il ne voudra pas se mettre en opposition avec la presse, lorsque je développerai mon principe financier.

Monsieur le Ministre trouvera dans la brochure ci-jointe (*le Monde nouveau*) quelques observations qui donneront du relief à mon projet. Le journal qui accompagne la brochure et qui contient mes projets de conversion et d'une banque algérienne, présenté aux Chambres en 1837, finira par vous faire connaître tous les efforts que j'ai faits pour placer les trônes et les peuples sur la voie d'une réforme lente et pacifique, et comme j'ai été jusqu'à présent mal interprété et mal reconnu de mes labeurs.

J'espère donc que si les convenances politiques présentent un obstacle à votre bonne volonté et vous empêchent de donner un trop grand relief à mon projet, vous daignerez le lancer dans le domaine de la publicité par les journaux ministériels, afin qu'il ne devienne pas la pomme de discorde des journaux de l'opposition.

Dans l'attente que Monsieur le Ministre voudra bien m'honorer d'une réponse, je suis, etc.

Signé : Baron Corvaïa.

Paris 11 juin 1841.

Digitized by Google

LETTRE DE M. LE MINISTRE DES FINANCES

A M. LE BARON CORVAÏA.

MONSIEUR LE BARON,

J'ai pris connaissance des observations que vous avez bien voulu me soumettre à l'appui de votre projet financier. Je m'empresse de vous remercier de cette communication.

Recevez, Monsieur le Baron, l'assurance de ma considération distinguée.

Paris, le 30 juin 1841.

Le Pair de France, Ministre des Finances,

Signé HUMANN.

IVe LETTRE A M. HUMANN.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre dépêche du 30 juin dernier, permettez-moi de le dire, est trop obligeante pour un simple reçu de mon projet financier et de mes deux lettres à l'appui, et un peu trop laconique pour une réponse catégorique à un financier qui doit se justifier devant ses mandataires, et devant l'opinion publique qu'il a déjà mise en éveil par un nouveau principe politico-économique.

Lorsqu'il s'agit d'une combinaison financière, basée sur un principe mathématique et sur des faits, on ne peut guère s'en dessaisir sans laisser le droit aux parties d'en appeler par la presse à un juge supérieur, à l'opinion.

Vous auriez eu le droit de me traiter de visionnaire, si vous m'eussiez prouvé que le 5, le 4 1/2, le 4 et le 3 pour 0/0 existant,

Digitized by Google

on ne pouvait créer le 1 p. 0/0 à 25 fr. de capital. Vous auriez pu même m'accuser d'indiscrétion, si je n'étais sujet d'un gouvernement qui, dans un projet de conversion présenté par vos compatriotes, MM. Guitard et Lefebvre, poussa la condescendance jusqu'à entretenir plusieurs fois les auteurs, et, après maintes explications répondit par une brochure écrite par le président même de la *Consulta di stato*, M. Joseph Ceva-Grimaldi, marquis de Pietracatella, aujourd'hui président du conseil des ministres, pour leur prouver toute l'inconséquence d'un projet qui n'aurait produit qu'une substitution de noms de rentiers et une provision d'un million de francs en rente à ses auteurs. Moi, sans vous demander de provision, je vous ai prié d'avoir l'obligeance de m'apprendre en quoi mon projet serait faux, inexécutable, ou contraire à l'ordre actuel des vues politiques du gouvernement.

Il est vrai pourtant, M. le ministre, que vous auriez pu me dire que lorsqu'on a besoin d'argent on ne doit pas se hasarder dans une nouvelle combinaison financière. A quoi j'aurais répondu que si les grands banquiers n'étaient pas sûrs de placer votre rente à un taux plus élevé que celui de l'adjudication, ils ne s'en rendraient pas les soumissionnaires. Mais pourquoi, en laissant de côté les banquiers, ne ferait-on pas appel aux petits capitalistes et au peuple? Pourquoi la presse ministérielle n'éclairerait-elle pas le peuple sur ses véritables intérêts, et ne lui parlerait-elle pas d'une opération qui rendrait le ministère très-populaire? D'ailleurs vous possédez, Monsieur le Ministre, le moyen le plus efficace pour assurer la réussite de votre opération. Vous retirez 100 millions par mois sur les impôts, et vous vous en servez pour solder le passif de l'état. Créez la rente au porteur de l'un pour cent pour 25, 50, 75, 100, 200, etc. jusqu'à 1,000 fr. de capital, et payez le passif avec cette rente, qui vaudrait au moins les bons du Trésor.

En supposant que pendant les premiers mois il se présentât de la nouvelle rente au remboursement, prévenez quelques agents de change et quelques changeurs, pour qu'ils la retirent au cours du jour, et vous rembourserez ces derniers avec le numéraire que vous aurez retenu au Trésor pour faire face, s'il y a lieu, au mouvement de cette nouvelle rente. Mais vous verriez la confiance s'accroître de jour en jour, et le peuple finir, après quelques mois de routine, par vous demander 2 millions par jour de votre nouvel 1 p. % à 25 fr.

Digitized by Google

Vous vous rappelez, M. le ministre, les billets à ordre Laffitte dont j'ai donné l'idée le premier. Reçus par des huées, ils furent en peu de mois considérés aussi bons que tout autre papier en circulation, quoiqu'ils n'offrissent pas de garantie et l'intérêt que donnerait le gouvernement. Ce fut à un moyen semblable qu'eut recours le chevalier de Medici pour réhabiliter le papier de la banque de Naples, après avoir été mise à sec par Championnet, les patriotes, le cardinal Ruffo, Joseph Bonaparte et Murat.

Enfin, M. le ministre, je vous fais respectueusement observer que mon projet, quoiqu'il rentre par incident dans votre emprunt, renferme intrinsèquement un nouveau principe économique qui doit donner la paix au monde, la sûreté aux trônes, du pain au peuple. La démocratie de la rente est la seule œuvre de salut pour ne plus retomber sous l'esclavage ou dans les révolutions. Lorsque vous aurez créé le 1 p. °/₀, par chaque prolétaire porteur d'un franc de rente, vous pourrez licencier un soldat, un garde national, un sergent de ville, un agent secret de police, parce que ce prolétaire devenu rentier fera disparaître ces tristes nécessités de la politique à la Machiavel. Par chaque 25 fr. de capital du prolétaire, vous épargnerez vingt-cinq pierres aux fortifications de Paris, et vous forcerez par la loi d'équilibre financier les autres puissances au désarmement pour la sûreté de votre capitale. Et certainement celles-ci ne se feront pas prier pour exécuter une mesure qui les rend esclaves des banquiers, et ne peut manquer de les conduire à la banqueroute.

J'espère, M. le ministre, que vous voudrez bien prendre en sérieuse considération le contenu de cette lettre, troisième supplément à mon projet, qui paraît avoir mérité votre attention par les négociations que d'après les journaux, vous auriez entamées avec MM. les receveurs généraux. Vous atteindriez, je crois, plus facilement votre but en créant les nouveaux certificats au porteur de 1 à 40 fr. de rente, et en vous appuyant sur le patriotisme de MM. les receveurs. Ceux-ci pourraient plus aisément les faire accepter aux caisses d'épargnes, en les substituant aux livrets, qui ne sauraient valoir ces certificats. — Agréez, etc. etc.

Paris, 13 juillet 1841.

Signé : CORVAÏA.

Digitized by Google

IIe LETTRE A M. JAMES DE ROTHSCHILD.

Monsieur le Baron,

Le sage refus de vous mettre à la tête et de couvrir de votre influence toute-puissante l'emprunt des 450 millions me fait espérer que ma première lettre et les réflexions que j'ai eu l'honneur de vous soumettre à l'entrevue que vous avez bien voulu m'accorder n'ont pas peu contribué à vous faire mesurer l'abîme dans lequel le désastreux emprunt des bastilles pourrait entraîner votre renommée financière et votre grande fortune.

Mais ce refus, qui n'est qu'un acte de prudence politique, fournit aux causeries de Bourse l'occasion de répondre que ce n'est là qu'un prétexte pour obtenir de M. Humann des conditions plus avantageuses, et les plus médisants des agioteurs croient que vous ne tiendrez pas la parole que vous m'avez donnée de ne pas intervenir dans un emprunt qui pourrait être fatal aux prêteurs et aux débiteurs. Monsieur le baron, les moyennes mesures ont toujours été fatales. Il est temps enfin que tous ceux qui vivent du travail du peuple se décident à une honorable transaction. Le système des emprunts et l'infâme marché de la dette du peuple que l'on fait à la Bourse doivent disparaître de la terre et sera stigmatisé par l'histoire comme la plus funeste des utopies que pratiquèrent les monopoleurs de la politique. Les agioteurs, en trafiquant scandaleusement de la première et plus sacrée propriété du peuple, ou du *crédit*, fruit des énormes contributions par lesquelles le peuple le produit, ils ont aussi vendu les chefs de l'état, comme le prouvent les événements politiques de 1815 et de 1830. Aujourd'hui, ces monopoleurs politiques veulent fortifier la sainte alliance en se coalisant avec les tories et avec le parti des bastilles. Mais ils se trompent étrangement, et ils jouent un gros jeu, en cherchant à abattre ce fantôme de liberté qui a coûté tant de sang et tant de milliards au peuple, et qui peut encore être fatal aux coalitions.

Monsieur le Baron, votre famille est la seule dans l'histoire des temps qui ait su forcer tour à tour les rois et tous les héros à la Ma-

Digitized by Google

chiavel, sans exclure le Vatican, à venir déposer à vos pieds leur morgue hautaine et railleuse. Vous les avez vaincus. Ils sont tombés, mais votre règne de vingt-cinq ans dure toujours; comme en 1815, les empereurs, les rois, les papes et leurs ministres, sans excepter les velléités napoléoniennes du ministère du 1er mars, tous doivent s'entendre pour assurer votre couronne financière, s'ils ne veulent pas voir rompre la corde de l'arc, après l'avoir trop fortement tendue, comme il advint à Napoléon. Alors vous pourriez vous-même finir par le ridicule; car la crise financière et les banqueroutes qui se multiplient sont un funeste présage contre les *fortificationistes*.

Tranchez, Monsieur le Baron, le nœud gordien du jour. Voyez comme ceux qui avaient eu la bonhomie de considérer les bastilles comme un gage de la sûreté de l'Etat, désertent leurs premières opinions. Soutenez le moyen que je propose à M. Humann, c'est le seul qui puisse mettre un terme à cette fatale déception ; vous le pouvez d'autant plus que M. le Ministre paraît vouloir le mettre à exécution en traitant avec les petits banquiers et les receveurs-généraux. Mais il ne saurait réussir en scindant ainsi mon projet et en sortant de la routine que je lui propose; car il n'obtiendrait que la substitution des noms de ces messieurs au vôtre, en rendant les effets de l'emprunt plus désastreux. Ces petits prêteurs revendraient à un taux plus élevé que vous, et ils finiraient par introduire le jeu fatal de l'agiotage dans les départements. Je comprends parfaitement pourquoi l'honorable ministre se refuse à créer la rente populaire. Peut-être ne veut-on pas perdre les espérances que l'on avait placées dans les fortifications? Peut-être aussi la crainte que la légitimité ne puisse se servir de ce puissant moyen de conciliation, qui doit conduire toutes les opinions à se mettre d'accord sur les intérêts matériels du pays, tient en suspens la main du ministre pour signer l'ordonnance du 1 p. % au 25 fr. de capital.

Personne mieux que vous, M. le Baron, ne peut faire pencher la balance en faveur du peuple. Votre intérêt vous l'impose, votre amour-propre vous le conseille. En appuyant mon projet vous sauvez votre immense fortune, et votre honorable famille se trouvera la première de toutes les aristocraties qui aient apparu dans le monde; les générations reconnaissantes la signaleront à la postérité comme celle qui donna au monde le *Messie économiste* qui

Digitized by Google

sut fonder la *démocratie* du *crédit* ou de cette *foi sociale* qui ne s'établira jamais par les théories évangéliques. C'est le seul moyen d'arriver à l'époque fortunée prédite par Isaïe, que la dernière épée sera changée en charrue.

J'espère, Monsieur, que vous voudrez bien combler toutes les preuves de bienveillance dont j'ai été honoré à Naples par M. votre frère le baron Charles, en vous prononçant par un écrit catégorique sur les bases de mon nouveau mode d'emprunt. Votre éminente position financière vous le conseille, parce que je serais forcé de dénoncer votre silence comme la seule cause du retard à l'acceptation de mon projet. Je devrais alors perdre le respect que j'ai pour toute votre honorable famille, en l'indiquant comme la cause des maux dont les peuples et les rois sont la proie depuis vingt-six ans.

Si je me suis fait illusion, si je n'ai pas été un financier assez logique par formuler le principe de l'*unité* de la rente, je vous promets franchement de me rétracter. Mais si vous trouvez en moi l'homme de la routine et non pas le financier et l'économiste idéologue, alors prononcez-vous catégoriquement et appuyez la création de la nouvelle rente populaire. Par ce moyen, Monsieur le Baron, vous vous sauvez vous et tous les rentiers, les agioteurs, les rois, et jusqu'aux ministres égarés, de la crise funeste dont est menacée notre génération. La banqueroute, ou la guerre, ou la révolution sont les hypothèses qui doivent épouvanter les gouvernements et les banquiers; car, quant aux meneurs, on sait qu'ils ne perdent jamais rien dans les cataclysmes politiques, comme nous l'avons vu long-temps de Napoléon, de Louis XVIII, de Charles X, de Marie-Christine.

Agréez, monsieur le Baron, l'assurance de mon profond respect.

Paris, 20 juillet 1841.

Signé Baron de Corvaïa.

Digitized by Google

PROJET D'EMPRUNT DE M. FICHEL.

Le Constitutionnel du 22 juin rapportait et recommandait laconiquement le projet d'emprunt présenté par M. Fichel à l'honorable M. Humann, et que nous donnerons plus bas.

Soit coïncidence, soit plagiat, ce projet se recommande au public parce qu'il se fait l'écho de notre principe sur la nécessité d'un *papier populaire*. Dans le cas où la ressemblance de nos idées avec celles de M. Fichel serait une simple coïncidence, nous serons heureux de pouvoir partager l'honneur de la découverte de ce principe, quoique le nôtre ait été annoncé en France en juillet 1837, par la brochure *le Nouveau-Monde*, ou Projet financier d'une complète Réforme sociale, dont nos lecteurs pourraient encore trouver quelques exemplaires au cabinet de lecture, rue Montmartre, 10.

Dans le cas de plagiat nous remercierons encore M. Fichel d'avoir su nous comprendre, nous voudrions même que cet honneur nous fût accordé tous les jours par les journalistes et les écrivains français, parce que la science de la banque de laquelle peut dépendre le bonheur de la France et du monde, et qui d'ailleurs est le pivot de la politique mercantile anglaise, se rendrait ainsi familière.

Les chambres de 1840 se montrèrent bien arriérées dans cette science en accordant un nouveau privilége à la banque. Napoléon disait au Conseil d'État en 1805 : « Les Français ne savent pas ce que c'est qu'une banque, c'est toute une génération à créer. » Les chambres ne donnèrent pas la preuve qu'elles appartenaient à cette nouvelle génération parce que le grand capitaine ne pensa qu'à en faire des générations militaires.

Aussi est-il tombé victime de son erreur, et le principe de Pitt le fit mourir sur un rocher. C'est par cette science que l'Angleterre est devenue puissante et qu'elle aura toujours le monopole du commerce tant que la France ne s'occupera pas de banques.

Digitized by Google

Mais que n'apprennent-elles pas les intelligences françaises, aussitôt qu'elles le veulent? Nous prions donc les notabilités de la presse de se rendre familière cette étude, qui dans son aridité contient le germe de toutes les réformes. Exiger l'amélioration du peuple sans pourvoir à l'avance à la bonne administration de la caisse, c'est supposer le bonheur possible dans la famille tout en laissant sans contrôle, au bon plaisir du caissier, les fonds destinés à la subsistance de ses membres.

L'Angleterre saura toujours respecter les Anglo-Américains parce qu'elle sait qu'en cas de guerre ils pourraient créer 400 millions de dollars de papier, comme elle sut créer 400 millions sterling pour abattre Napoléon. Voilà l'omnipotence du crédit. Prolétaires, prêchez l'association financière, abandonnez les paroles vides de sens dont nous avons été tous victimes, demandez par des pétitions la rente du prolétariat, et vous serez heureux ! La *foi* que nous recommande M. Lamennais doit consister dans la banque nationale, et le *quart-d'heure* [1] pour obtenir votre bonheur et celui du monde arrivera lors de son installation.

» Monsieur le Ministre,

» Je prends la liberté d'appeler votre attention sur quelques idées relatives au projet d'emprunt dont le gouvernement s'occupe en ce moment. Leur réalisation me semble offrir autant d'avantages aux prêteurs qu'aux emprunteurs.

» Jusqu'à présent les *banknotes* de l'Angleterre ont été en quelque sorte naturalisées partout, grâce à la commodité de leurs subdivisions, grâce à la facilité de leur transport et de leur transmission, qui n'offre pas les in-

[1] Or, ces lois oppressives peuvent être abolies en un *quart d'heure*. Les chaînes qu'a forgées l'égoïsme se briseront d'elles-mêmes, dès que le peuple souverain les touchera du doigt.

Problème : Trouver une organisation où tout le monde soit propriétaire.

Solution : Établir une organisation où nul ne soit propriétaire.

Ou bien :

Problème : Réaliser les conditions de la liberté universelle.

Solution : Constituer la base d'un esclavage universel.

« Prolétaires, hommes du peuple, croyez donc si vous voulez vivre, croyez, et *votre foi vous sauvera.* » (*Du passé et de l'avenir du peuple.*)

Digitized by Google

convénients du métal, sur lequel la circulation donne même fréquemment au papier-monnaie une valeur de cours supérieure.

« Cet avantage immense, que l'Angleterre tire de son papier-monnaie, m'a frappé vivement, et je me suis demandé s'il ne serait pas possible que la France n'eût sous ce rapport rien à envier à ses voisins. Un moyen bien simple d'arriver à ce résultat m'a paru réunir les conditions les plus avantageuses dans un emprunt.

« Le gouvernement doit naturellement chercher à trouver de l'argent aux conditions les moins onéreuses, et il s'éloignera inévitablement de cette chance en suivant la marche adoptée pour les emprunts précédents. Sans aucun doute il sera dans la nécessité de se mettre en rapport avec des banquiers qui feront leurs conditions en se chargeant de procurer par soumission les fonds nécessaires.

« Au lieu de traiter avec quelques capitalistes isolés, le gouvernement, fort de son crédit et agissant sans intermédiaire, peut aujourd'hui, s'il le veut, obtenir de l'argent au pair à raison de 8 p. °/₀, en admettant le moyen que je propose et qui consiste en ceci :

« 1° Emettre cinq cents millions d'obligations ou de titres au porteur, numérotés et divisés depuis 8,000 francs jusqu'à 5 francs ;

« 2° Le remboursement aurait lieu dans vingt cinq ans par deux tirages chaque année ;

« 3° Sur le taux de l'intérêt 1 p. °/₀ serait prélevé pour être mis à l'intérêt composé, et destiné à des primes attachées aux premiers numéros sortant à chaque tirage ;

« 4° Les obligations ou les titres porteraient intérêt depuis le moment de leur émission jusqu'à celui de leur remboursement, et circuleraient avec leur augmentation progressive jusqu'au moment où le sort les appellerait ;

« 5° La transmission aurait lieu par la simple remise du titre. L'avantage immense que l'on pourrait retirer de ce mode d'emprunt ne me semble pas devoir être douteux.

« L'exiguité des obligations, en les plaçant à la portée de toutes les fortunes, donnera la facilité d'en faire une monnaie courante dont la valeur augmentera d'une manière incessante, et, devenant une véritable valeur commerciale, établira d'autant plus la confiance dans l'emprunt.

« D'un autre côté, il est à remarquer que l'on se porte bien plus volontiers vers les valeurs auxquelles s'attachent quelques chances aléatoires, que vers les valeurs fixes ou dont la hausse et la baisse sont pour ainsi dire insensibles.

« Veuillez observer, Monsieur le Ministre, qu'il n'entre point dans mes idées de faire une loterie d'un emprunt. La différence de l'un à l'autre est

Digitized by Google

trop sensible ; mais il est permis, je crois, d'admettre qu'une immense quantité de petits rentiers, que séduisaient autrefois des chances bien douteuses, s'empresseront d'acheter des valeurs qui, en leur offrant des chances plus considérables que la loterie même, leur assureront encore le capital et le revenu, seront à la portée du plus mince bien-être, et resteront entre leurs mains, ou pourront circuler comme une pièce de monnaie.

« Si le projet que je soumets à vos lumières, Monsieur le Ministre, vous paraît mériter quelque suite, je serais heureux d'avoir l'honneur de vous développer verbalement ma pensée tout entière, et je solliciterais dans ce but la faveur d'une audience.

« J'ai l'honneur, etc.

FICHEL,

2, boulevard Montmartre. »

Digitized by Google

CATÉCHISME FINANCIER

POPULAIRE.

> **Tant qu'il n'existera pas une rente populaire perpétuelle, les économies du peuple, qui sont l'objet des convoitises des monopoleurs, seront converties en prébendes, en couvents, en châteaux, en canons, en bastilles, en échafauds.**
> (*Leçons de l'expérience.*)

Qu'est-ce qu'une société?

C'est la réunion de plusieurs personnes qui se promettent de coopérer mutuellement soit par le talent, soit par le travail ou par la propriété, à la réalisation d'un but quelconque.

Quelles sont les bases fondamentales d'une société?

La mutualité et la justice. La première commande à chaque associé de faire ou de contribuer à tout ce qu'il a promis pour atteindre le but de la société; la seconde, de répartir les pertes et les bénéfices entre chaque associé, suivant les capitaux de talent, de travail ou de propriété qu'il a apportés.

Quelle différence y a-t-il entre une société économique et une société politique?

En droit, il ne devrait y en exister aucune, parce que la justice est une.

Mais pourquoi l'appelle-t-on politique?

Pour mieux définir le mot *politique*, nous dirons qu'il répond parfaitement au mot *mutualité*, parce que son devoir est de faire respecter, comme cela arrive dans les sociétés économiques, la distribution égale des bénéfices que savent se former tous les peuples par la mutualité entre le talent, le travail et la propriété.

La politique n'altère point les bases de la justice; elle devrait même être plus scrupuleuse, parce qu'elle se rapporte non-seulement à la justice qui devrait présider à la gérance de la société qu'elle administre à l'intérieur, mais aussi de celles que les autres administrent à l'extérieur.

Quel serait donc le meilleur gouvernement d'une société politique?

Digitized by Google

Celui qui, procurant la plus grande somme de bénéfices à ses gouvernés à l'intérieur, coopérerait à en faire obtenir autant, par le moyen de la mutualité, aux autres peuples, afin que, en échangeant les fruits du talent, du travail et de la propriété, ils coopérassent mutuellement à l'amélioration de la vie physique et de la vie morale.

Mais pourquoi n'a-t-on pas encore vu un parfait gouvernement politique ?

Par la raison très-simple que le gouvernement n'a pas su ou n'a pas voulu étudier, ni laisser étudier à l'homme les moyens de s'organiser en une commandite parfaite. Les hommes, après s'être accrus sur la terre, perdirent le type de la mutualité qui régissait les premiers peuples, type qu'ils faisaient représenter par des tailles, et que nous appelons sociétés patriarcales. Depuis ce moment la société s'est vue changée de commandite en brigandage, tantôt bien et souvent mal organisé, par le monopole du plus hypocrite, du plus rusé, du plus fort et du plus riche.

Comment s'est perdu ce type ?

Lorsque l'accroissement des hommes les poussait à se répandre sur la terre pour pourvoir aux besoins de la vie, peu à peu commença à se faire sentir le besoin de quelque chose qui, par sa valeur, pût suppléer aux échanges qui devaient s'exécuter sur un étroit rayon de terre. Alors, étant né le besoin de donner une valeur aux choses que l'on échangeait, l'égoïsme naturel de l'homme commença à faire usage de la ruse, de la fraude et du mensonge pour chercher à obtenir plus qu'il ne donnait.

Comment se fait-il que de ces premiers abus il résulta tant de maux pour l'humanité ?

L'homme, bon par essence, parce qu'il est animé par la *vie universelle dont il est le meilleur accident*, sent avant tout les besoins matériels; et, lorsqu'il sort de cet état normal qui l'empêche d'abuser de ce qui n'est pas à lui, il commence à le faire impunément, poussé par l'irrésistible tendance qu'il a en lui-même à s'améliorer.

Comment l'homme peut-il retourner à cet état normal ?

Il n'y peut retourner que par la force d'un fait et non par celle des opinions. Celui qui se trouve bien y reste. Alors le seul remède est de trouver un fait qui procure le bien à ceux qui se trouvent mal, qui donne l'espoir de se trouver mieux à celui qui se trouve bien. Un projet de réforme avec réaction est un non-sens, parce

Digitized by Google

que l'homme vaincu et déchu de ses jouissances travaillera à en faire autant que son vainqueur, histoire de toutes les guerres et de toutes les révolutions.

Et comment croyez-vous que cela puisse avoir lieu sans réaction?

Dieu qui anime toute la création, et qui dans l'homme seul a voulu transmettre le droit de se faire représenter sur cette terre par le moyen de la rationalité, l'a mis à même d'améliorer son essence divine, lorsqu'il saura améliorer avant tout sa nature humaine, ou l'enveloppe de sa spiritualité que nous appelons *corps*.

Que doit-il donc opérer par le moyen de la rationalité?

Se convaincre avant toute chose qu'il est dieu comme homme pensant, et brute comme être matériel. Alors sa raison lui suggérera que, pour vivre la vie physique, il doit recourir à l'instinct qu'il a en commun avec toutes les brutes, et que pour vivre la vie morale il doit recourir à l'intelligence qu'il a en commun avec Dieu.

Quelle est la part que l'homme doit pratiquer par instinct?

Celle de travailler selon ses capitaux naturels, en les associant à ceux des autres, parce que la raison et le fait lui prouvent que seul il ne peut rien faire, à moins que de se nourrir comme les brutes et de se rendre tout-puissant comme la divinité qu'il représente sur la terre, en associant sa part divine, qui est l'intelligence, pou rvivre le mieux possible pendant la durée de son existence matérielle sur la terre.

Comment faire pour passer de ces convictions à la réalité?

La vie étant un fait, on ne peut la nourrir que par l'aliment des faits? Le premier fait que l'homme apprend est celui de sa faiblesse, comme individu, et de son omnipotence comme associé. Il commence par recevoir les premiers soins de sa famille pour ensuite tirer parti de ceux de la société. Ainsi l'étude de l'homme sur la terre doit viser à améliorer les institutions sociales de manière qu'elles répondent aux bienfaits de la famille, laquelle commence avant tout à s'occuper du physique de ses membres et ensuite de son moral.

Que doit faire maintenant l'homme qui s'est tant éloigné de ce type pour retourner aux bienfaits de la famille?

Rien autre chose que *vouloir* et obliger, par sa propre volonté, le *non-vouloir* des autres, afin qu'ils se trouvent volontairement ou forcément dans un état normal de famille.

Comment doit-il montrer cet acte de volonté?

Par le moyen des actes de foi, d'espérance et de charité qu'il emploie pour mériter la vie future, moyens également bons pour

Digitized by Google

soutenir la vie présente. L'homme doit avoir foi en lui-même et dans les autres, doit espérer de soi et des autres, et doit avoir charité pour soi et pour les autres. Avec ces trois vertus sociales, il se trouvera aidé mutuellement par ses co-associés.

En quoi consiste la foi?

La foi est appelée *Crédit* par les hommes réunis en société, et plus est grand le *crédit* que l'on accorde à la société dont on est membre, plus se multiplient les moyens d'existence. Tous les actes qui ont lieu dans les moindres achats ou ventes de tous les jours, ou dans les transactions à longue échéance, ne sont autre chose que des actes de foi entre celui qui reçoit et celui qui donne. Si cette foi disparaissait pendant une heure du milieu des hommes, toute société civile disparaîtrait avec elle et l'on ferait retour à l'état sauvage. Le boutiquier qui vend le pain, le vin, la viande, etc., l'ouvrier qui fournit son travail, le savant qui instruit les autres hommes, l'industriel et le commerçant qui créent ou font circuler la richesse, vivent tous de leurs actes de foi réciproques. Il arrive donc que toutes les choses que les hommes échangent pour vivre réveillent l'idée que le vendeur crut d'abord qu'il serait payé, ensuite que l'acheteur en donna le prix ou promit de le donner. Ainsi donc l'homme sera heureux, ou pour mieux dire, sera dieu sur la terre, lorsqu'il saura se mettre dans l'état normal de se faire faire crédit par ses co-associés pour autant qu'il peut leur donner de talent, de travail ou de propriété, et vivre d'échanges, comme firent les premiers associés sur la terre, et comme font encore aujourd'hui les pâtres dans les bergeries [1].

En quoi l'espérance doit-elle consister?

Après avoir eu la foi, il faut espérer que l'on en aura la récompense. L'homme achète une propriété, une marchandise, une rente, etc., parce qu'il espère en obtenir une augmentation de richesse. Ainsi il arrive que cette richesse devient plus importante à mesure que cette espérance est mieux compensée par la foi que l'on a eue dans cette transaction : et comme toute transaction fait supposer un bénéfice chez les contractants, le grand art

[1] Dans le cours des Annales, nous donnerons un modèle de bergeries que l'on administre d'après les règles de notre *Bancocratie*, et dont nous avons conçu la formule avant de connaître le Grand-Livre, la Banque et la Bourse.

Digitized by Google

de la vie est de provoquer le plus grand nombre de transactions sur les choses produites et celles consommées.

En quoi la charité doit-elle consister ?

L'homme devenant riche par le secours du talent, du travail ou de la propriété des autres hommes, il doit reconnaître en eux autant de mines qui peuvent l'enrichir d'autant plus souvent qu'il les fouille. L'homme donc, à part le sentiment religieux qui lui ordonne la charité, et faisant prévaloir celui de son égoïsme, se procurera d'autant plus les moyens d'exister qu'il répétera, par pure spéculation, et le plus souvent possible, ces actes de charité intéressée.

Maintenant dites-nous, en admettant que tout le monde veuille faire tout ce que vous venez de nous dire, comment pourrons-nous arriver à sa réalisation ?

Rendre le gouvernement le centre où tous les gouvernés puissent déposer indéfiniment leur propre argent, qui représente la production universelle avec laquelle on rétribue le talent et le travail, et l'on améliore la propriété. Alors le gouvernement en formant cette caisse centrale reçoit tous les jours l'argent de tout le monde pour augmenter les capitaux de tous. Cet argent étant une matière inerte en elle-même, et recevant une valeur de la richesse qu'ont produite le talent et le travail en s'en alimentant, tend à sortir de la caisse du gouvernement pour créer indéfiniment de nouvelles richesses. Mais ces richesses étant aussi des choses inertes en elles-mêmes, elles reçoivent une valeur du prix que l'homme y attache, obligé qu'il est de se les procurer avec l'argent. Ainsi la richesse deviendra d'autant plus considérable au bénéfice des associés, que sera rapide ce mouvement de l'argent, qui du particulier passe dans la caisse du gouvernement, et de celle-ci aux mains de ceux qui emploient le talent ou le travail pour améliorer la propriété inerte.

Mais pourquoi ne pas reconnaître que la propriété devrait être abolie ?

Par la raison fort simple que la nature nous enseigne par la puissance des faits, malgré toutes les discussions des métaphysiciens, que la propriété est susceptible d'être appropriée comme matière solide, ou comme matière liquide stagnante. De la même manière, la nature nous apprend que les fluides ou les liquides qui ne s'arrêtent pas ne forment pas une propriété, parce qu'ils ne sont pas

Digitized by Google

susceptibles d'appropriation. Cependant la nature elle-même a voulu que la propriété soit stérile si elle n'est pas fécondée par le talent et par le travail de l'homme, qu'elle soit indéfiniment fécondante jusqu'à la fin du monde, et qu'elle rétribue une récompense au talent et au travail qui la fécondent. Par conséquent le propriétaire stupide et stérile, que l'homme de talent ou de travail croit plus riche que lui, sera beaucoup moins riche que lui parce que, le travail une fois organisé, le savant, l'administrateur, le cultivateur, l'ouvrier, etc., se trouveront co-propriétaires par la fécondité de la richesse artificielle combinée à l'inféconde richesse naturelle. En outre, le talent et le travail ont pour eux les deux autres éléments, les fluides et les liquides qu'ils font agir sur la terre pour la rendre féconde et qu'ils transforment en richesse par leurs découvertes (telle que la vapeur), par la navigation, par la pêche et par tant d'autres biens qu'ils trouveront dans ces deux éléments plus productifs que la propriété solide.

Mais comment garantir cet argent de la mauvaise administration ou de la cupidité de ceux qui ont la caisse dans les mains?

Le gouvernement se rendant dépositaire de l'argent de tous les citoyens, ceux-ci acquerront par cela seul le droit d'intervenir dans le choix de leurs administrateurs, ce qui doit conduire au vote universel. Cette garantie suffirait à elle seule, même sous la mauvaise organisation actuelle des gouvernements; car la ponctualité qu'ils mettent dans le paiement des intérêts de leurs dettes est une preuve qu'ils craignent tous les maux qu'ils ont essuyés lorsqu'ils ont voulu malverser l'argent du peuple.

Mais alors, me dira-t-on, votre réforme ne pourra avoir lieu parce que ces administrateurs ne voudront pas être assujettis aux mêmes lois que leur gouvernement responsable?

Les rois, dans cette nouvelle combinaison de gouvernement, *régneront, mais ne gouverneront pas*, comme cela se fait chez les nations constitutionnelles. Ils se soustrairont, au contraire, à l'humiliation de régner par la grâce des usuriers et d'être mystifiés par leurs ministres, qui usurpent leur pouvoir pour opprimer leurs sujets dont ils devraient être les pères. Par ce nouveau système, les rois deviendront le symbole de l'affection du peuple, parce que l'ordre et la paix formeront la base de cet organisme : ils transmettront leur couronne à leurs dynasties jusqu'à la fin des siècles, parce qu'ils seront soutenus par l'in-

Digitized by Google

térêt de tous les citoyens, devenus actionnaires du trône : ils resteront héréditaires pour ôter à toute autre personne l'ambition de monter sur le trône : ils ne représenteront plus enfin une personne, mais le symbole de l'*unité divine* sur la terre, comme Dieu est le symbole universel de la création [1].

Pourquoi dites-vous que les rois deviendront un symbole et non une personne ?

Les hommes vivent physiquement de faits et non pas d'idées. Ces faits, reconnus dans la vie physique qui est la première vérité que l'on sent, sont représentés par des chiffres qui sont la seconde vérité que l'on comprend. N'ayant donc d'autre moyen pour exister que de recourir aux chiffres pour énumérer les faits arrivés ou possibles, l'homme a besoin de l'unité qui est la base de tous les chiffres composés. Alors l'intérêt lui conseille de respecter la couronne comme unité dont il ne peut se passer, et comme le symbole de la *quotisation* des unités économiques et collectives des intérêts de tous.

Donnez-nous maintenant un exemple pratique de ce nouveau principe de gouvernement.

L'exécution de ce principe consiste à déclarer démocratique et populaire la rente de l'État, à mettre tous les citoyens dans la possibilité, lorsqu'ils auront amassé une certaine somme d'argent, de pouvoir acheter l'unité minime de cette rente sur tous les points de l'État, de la même manière que l'on achète le pain, le vin, la viande, etc., etc. Alors le gouvernement se trouvera converti en une commandite réelle ; et l'argent que l'on versera tous les jours dans ses caisses devra être nécessairement prêté à ceux qui le réclameront, et qui pourront le garantir, sans quoi l'Etat se trouverait dans l'impossibilité de payer la rente qu'il aura promise.

Comment fera-t-on lorsqu'on aura besoin de numéraire pour les menues dépenses de la vie ordinaire ?

Le moyen est simple : chaque coupon de rente portant intérêt, il est évident que chacun devra désirer d'échanger son argent

[1] Peut-être quelque souverain entrevoit-il sa chute dans ce principe et le retour à la légitimité : soit ; mais s'il en existait un qui pût le craindre, il pourrait se consoler par l'espoir de ceindre une autre couronne non moins importante, parce que notre principe mène à l'émancipation universelle des colonies. Alors l'Afrique et l'Asie offriraient beaucoup d'étoffe pour plusieurs douzaines de rois.

Digitized by Google

contre des coupons; et comme cet intérêt est du vingt-cinquième par an, pour un homme qui voudra vendre sa rente, il y en aura vingt-cinq qui voudront l'acheter.

Il n'y aura donc pas de pertes possibles dans cette commandite?

Les pertes ont lieu dans le système social actuel, parce qu'il fait rester dans l'oisiveté ou dans la stérilité tant de capitaux en numéraire que l'on doublerait en moins de vingt ans, si on s'en servait pour employer à chaque instant le talent et le travail à féconder la propriété. Il peut y avoir des pertes chez les particuliers, mais étant compensées par les bénéfices d'autres particuliers, elles doivent constituer, par la loi suprême de la nature, un bénéfice plus grand ou plus petit dans la rente d'un Etat en commandite.

Comment faire pour préserver les particuliers des pertes individuelles?

De même que les hommes ont pu se prémunir, par les sociétés à primes ou mutuelles, contre les accidents du feu, de la grêle, etc., etc., de la même manière les particuliers se trouveront prémunis, dans la nouvelle organisation sociale, non-seulement contre toutes les pertes de leur propriété, mais ce qui plus importe, contre la perte de leur temps. Alors, outre que l'homme se sera assuré mutuellement contre tout accident qui pourrait porter atteinte à sa propriété, il aura assuré son existence par la garantie perpétuelle du travail de l'esprit et des bras avec lequel on améliore la propriété.

Vous ne comptez donc pour rien les dangers de la guerre et les invasions?

La guerre et l'invasion sont l'effet nécessaire d'un gouvernement basé sur un principe négatif, c'est-à-dire antisocial; elles auront lieu tant que la puissance de la force du nouveau gouvernement que nous proposons ne lui aura pas fait connaître l'erreur et le mensonge sur lesquels il s'est appuyé jusqu'à ce moment. Mais le nouveau gouvernement étant le seul réel, et la vérité étant toute-puissante, parce qu'elle est Dieu lui-même, il en arrivera qu'aussitôt que ce nouveau gouvernement aura pris racine dans un seul état, même le plus petit, il traînera à la remorque tous les autres états pour les forcer à l'adopter.

Quel nom donnez-vous à ce nouveau principe de gouvernement?

Il s'appelle la *Bancocratie*, parce qu'il est organisé sur les mêmes bases que les banques monopolistes actuelles; il reconnaîtrait

Digitized by Google

comme actionnaires du gouvernement tous les citoyens qui posséderaient la plus petite ou la plus grande portion de la richesse créée par la société, en recevant l'argent de la propriété pour la faire féconder indéfiniment par le talent et par le travail de l'homme : de sorte que le gouvernement, restant monarchique parce que la puissante loi mathématique de l'unité le veut ainsi, serait aristocratique dans ses effets, en élevant le talent et le travail aux premiers honneurs, et démocratique envers la propriété, en reconnaissant chez tous les hommes le droit d'acheter une fraction de la rente de l'État.

Donnez-nous un exemple de la démocratie de la rente et de ses effets puissants à l'intérieur et à l'extérieur.

Supposons qu'un gouvernement publie la loi par laquelle on vend 1 fr. de rente, sur tous les points de l'État, pour 25 fr. de capital. Alors, par la puissance de ce même fait, l'avidité qui est naturelle chez l'homme, et la commodité plus grande qu'il trouve dans l'usage du papier en comparaison du numéraire, fera tomber par torrents dans le Trésor l'argent monnayé. Néanmoins, la création de la richesse étant lente, et rapide l'acte d'acquisition du certificat de rente, le gouvernement qui aura encaissé le numéraire, ne pouvant pas l'utiliser en totalité et immédiatement, sera forcé d'acheter la rente des autres Etats qui sera à un cours plus bas. Par cette raison, l'Angleterre, qui est le seul des Etats dont la rente a un cours plus élevé que celle de France, verrait disparaître son numéraire attiré par la rente française qui se trouve à un prix plus bas que la sienne. Alors tous les gouvernements dont la rente est plus basse seront forcés de rendre démocratique leur rente et de donner une livre, un florin, unrouble, etc. pour 25 livres, florins, roubles, etc.

Mais le nouveau 1 pour °/₀ sera défavorable à la banque de France, à la caisse Laffitte et aux rentiers du 3 p. °/₀ qui ne serait plus amorti?

Lorsqu'un système a pour base la vérite, et que ses applications s'appuient sur l'infaillibilité des chiffres, il ne saurait être nuisible à qui que ce soit, parce qu'il doit offrir en lui-même des moyens de transaction. La banque de France deviendrait en effet la banque de la nation, puisqu'elle serait représentée par ses certificats dans tout le pays. Les billets actuels seront retirés, parce que tout le monde préférera ces nouveaux certificats au

Digitized by Google

porteur à l'intérêt de 4 p. °/₀. Les actions de la banque de France seront remboursées au prix courant de la Bourse avec les certificats de la nouvelle rente nationale. La banque nationale traiterait sur le même pied les actions des banques départementales et les coupons de la caisse Laffitte. Les rentiers du 5 p. °/₀ convertiraient leur certificats en rente du 1 pour 25, et verraient leur capital élevé au 125 sans plus craindre le remboursement. Ceux du 4 1/2 feraient la même chose et le cours de cette rente monterait à 112 50. Ceux du 4 recevraient le 4 de 1 fr. 25. Enfin les rentiers du 3 p. °/₀ qui auraient droit d'exiger la continuation de l'amortissement, recevraient 3 1/2 du nouveau consolidé au 25 qui formerait le capital de 87 50, et par cette transaction tous les rentiers auraient amélioré leur condition, et leur rente rentrerait dans le nouveau consolidé. Alors tout individu en achetant 1 fr. de rente saurait qu'il possède 25 f. de toute la richesse représentée par la rente nationale.

Que perdra l'Angleterre par cet événement?

Aussitôt que la rente française sera rendue démocratique et au porteur, ses certificats seront vendus comme le meilleur papier du monde, grâce à sa solidité, par tous les changeurs de l'Angleterre; et comme l'Anglais, pour 25 fr., peut acheter 1 fr. de rente française, il se trouvera entraîné à vendre sa rente au 30 pour acheter celle-ci au 25. Dans le cas pourtant qu'il voulût la garder, sa rente ne représenterait plus la valeur de 30, mais celle de 25, parce que tout Anglais qui aura de l'argent à employer préférera la rente française. Or il est évident que 5 est la sixième partie de 30, et l'on sait que la dette anglaise dépasse huit cents millions sterling : c'est pour cette raison qu'aussitôt que les certificats français se présenteront chez les agents de change anglais, cette aristocratie féodale et banquière perdra cent trente-quatre millions de livres sterling.

Le peuple anglais essuiera-t-il des pertes par ce rabais?

Aucune : il gagnera, au contraire, par ce moyen, la réforme sociale qu'il cherchait, ainsi que le peuple français, dans d'autres améliorations législatives qui, au lieu de produire le bonheur du peuple, n'ont fait qu'augmenter sa misère.

Et de quel genre sera cette amélioration?

Lorsque le peuple anglais se verra, lui aussi, obligé de créer la nouvelle rente à 1 p. 25, il s'émancipera aussitôt de l'oppression de tant de milliards de papier factice, en circulation, et

Digitized by Google

qui forment la puissance de ses oppresseurs. Devenu solidaire-uni du peuple français, il sentira, comme lui, le besoin d'improviser la véritable civilisation sur tout le globe, opprimé par le monopole brutal de ses monopoleurs. Par conséquent, comme les hommes s'enrichissent en s'associant aux riches, l'émancipation des colonies, par seule spéculation, doit être le premier fait de la Bancocratie anglaise. L'exemple frappant de l'élévation des échanges entre les Anglais et les Américains, après l'émancipation de ceux-ci, fera décider les peuples à faire des colonies des royaumes indépendants.

Combien de temps faudra-t-il pour cette réforme ?

Autant de temps qu'il en faut pour passer d'une erreur à une vérité. Lorsque l'homme dans ses comptes a cru que 4 et 4 faisaient 9 ou 7; du moment même qu'on lui démontre idéalement et matériellement en mettant sous ses yeux huit unités séparées pour les additionner, dès ce moment, disons-nous, il est passé du domaine de l'erreur où il était à celui de la vérité. L'erreur des hommes est de se supposer en société, tandis qu'ils ne le sont que passivement pour en payer les frais, et non pas pour en obtenir leur part aliquote dans le dividende des bénéfices. Donc le principe de la bancocratie doit désabuser aussitôt ceux qui sont dans cette erreur, par la force matérielle du fait de sa promulgation. Ses effets seront l'œuvre du temps et de la puissance de l'association mutuelle entre tous les citoyens qui forment un peuple, et entre tous les peuples qui forment une génération.

Mais les billets actuels de banque, nonobstant leur valeur factice, sont remboursés à vue, tandis que les nouveaux certificats que vous nous proposez ne sont pas remboursables.

L'or, l'argent et les autres métaux qui constituent le numéraire, sont des matières stériles et ne reçoivent de valeur que de l'opinion, suivant leur plus grande rareté. Les hommes ont vécu et vivront toujours par l'échange des produits de la nature. Le numéraire donc sert d'appoint entre les choses données et celles reçues. Les nouveaux certificats de même que ceux de toutes les rentes n'étant pas remboursables, mais transférables, comme le numéraire, serviront peu à peu à en faire disparaître le besoin pour le faire servir au luxe et à l'ameublement. Alors tout possesseur de ces certificats, au lieu de laisser son argent improductif, le placera en certificats productifs qu'il échangera dans

Digitized by Google

toutes ses transactions sociales, parce que l'état normal de la bancocratie détruit toute possibilité d'altération dans le cours de la rente.

Comment fera le prolétaire qui aura un certificat, pour se procurer du pain, du vin, de la viande, etc.?

Lorsque, par son travail, il aura pu obtenir en paiement un certificat de 1 franc de rente, ou l'argent pour l'acheter, il le gardera jusqu'au moment où il aura besoin des choses nécessaires à la vie, alors il ira chez le boulanger, le marchand de vin, ou chez le boucher qui lui donneront du pain, du vin, de la viande, etc., pour se nourrir, et recevront avec avidité son certificat au cours de la rente du jour. Alors on verra même que le prolétaire, lui aussi, voudra jouir du bénéfice du crédit, et, au lieu de payer au comptant, il voudra avoir son compte courant chez le boulanger, chez le marchand de vin, chez le boucher, etc., en déposant chez eux son certificat jusqu'à ce que la consommation soit arrivée à la totalité de sa valeur. Cette avidité naturelle chez l'homme sera la source de sa plus grande moralité, car, pour profiter des bienfaits du crédit, il soldera le plus tard possible les objets de consommation dont il se sera pourvu.

Comment le Trésor fera-t-il pour créer indéfiniment une si grande rente?

Lorsque le Trésor aura recueilli tout le numéraire que l'avidité naturelle de l'homme, pour le rendre productif, aura versé dans la banque de l'État, une fois qu'il aura été converti en certificats, il ne pourra sortir, du numéraire encaissé, qu'autant qu'en pourra absorber la nourriture et le confortable de tous les citoyens, tandis que l'excédent resterait dans la Banque. Par conséquent, le numéraire qui pourrait retourner à la Banque pour être converti en nouveaux certificats ne pourra pas être d'une valeur plus grande que celui que la Banque pourrait donner le jour s i-vant à ceux qui avaient été en demander le jour précédent.

Donnez-nous un exemple à ce propos.

Supposons que les Français, aussitôt que serait créée la nouvelle rente à 1 pour 25, convertissent les trois milliards de leur numéraire en autant de certificats; les propriétaires, les commerçants et l'industriel qui sont actuellement victimes de l'usure, ou ne peuvent trouver de capitaux, vont escompter à la Banque leurs lettres de change; supposons la même chose pour les compagnies

Digitized by Google

qui se formeront pour entreprendre des chemins de fer, des canaux, des plantations, etc. : si chaque Français d'après le calcul fait, ne dépense (l'un dans l'autre) que 10 sous par jour pour sa nourriture, et qu'en vue du besoin immense qui commencerait à se faire sentir du travail de l'homme, il gagnât le double, de manière qu'il pût vivre avec 20 sous : supposons en outre qu'il arrive à cet état normal que souhaitait Henri IV, et qu'il se nourrisse avec 2 francs; alors la population française étant de 34 millions d'âmes, les emprunteurs de la Banque ne pourront dépenser que dix-sept millions par jour dans le premier cas, trente-quatre dans le second et soixante-huit dans le troisième. Ainsi donc, tout le numéraire se trouvant déposé à la Banque et converti en certificats, la somme qu'on peut y reporter journellement ne saurait excéder celle qui a été employée pour la nourriture du peuple entier. Voilà comment se trouve dissipée la crainte d'un excès de capitaux et de l'impuissance du gouvernement de créer la nouvelle rente.

L'excédant déposé à la Banque sera-t-il un capital oisif?

Au commencement de la Bancocratie, cet excédent sera exporté dans ces pays malheureux, ignorants et anarchiques, où il y aura à faire un grand bénéfice en y introduisant ce nouveau principe et leur faisant des prêts. Mais, après quelques années, en raison des faits prodigieux opérés par ce nouveau principe, ces États débiteurs se mettront dans les mêmes conditions que les États créanciers, et, suivant la loi suprême de l'équilibre des capitaux, lorsque les circonstances sont égales, une fois que les peuples seraient tous *bancocratisés*, on commencera à s'apercevoir de combien la masse énorme du numéraire excédera les besoins économiques de la nourriture de tous les hommes répandus sur la terre, et que la fausse organisation actuelle fait supposer insuffisante aux besoins sociaux. Alors on connaîtra que Dieu est la vie, qu'elle est un mystère, que l'on ne vit pas de matières métalliques, mais du travail, et que la réforme sociale ne consiste pas à transformer en or et en argent toutes les montagnes de la terre, mais plutôt à obtenir que le dernier des citoyens soit cru possesseur de la puissance de rendre productifs l'or et l'argent, qui par leur nature, ne rapportent aucun fruit. Alors le talent d'un commis ou d'un ouvrier représenteront une plus grande richesse qu'un capital en numéraire de 20,000 francs.

Digitized by Google

Tout ce que vous nous avez dit jusqu'ici ne concerne que la vie physique : l'homme ne vit-il pas aussi de besoins moraux ?

Nous répétons que, reconnaissant dans la matière de l'homme la maison habitée par la vie universelle qui est Dieu, nous croyons, par cette seule conviction, avoir déjà reconnu le besoin de la nourriture de la vie spirituelle. Mais comme, lorsqu'une maison est triste, sale et mal meublée, on y demeure avec dégoût, nous croyons que la raison, le besoin irrésistible de l'existence matérielle et la religion elle-même nous doivent persuader que la spiritualité ne peut parvenir à l'acquisition de tous les soulagements moraux si elle n'est pas graduellement bien logée dans la maison matérielle représentée par notre corps.

Mais il paraît que votre système tend à favoriser les passions sensuelles?

Les passions, chez l'homme, sont l'expression de cette essence divine qui lui fait sentir qu'il est le représentant de Dieu sur la terre. De même que Dieu est tout-puissant à faire le bien, de même l'homme, enveloppé dans la matière, peut être tout-puissant à faire le mal. Les passions sont toutes bonnes et toutes mauvaises, et la grande question morale à résoudre était de les faire agir de manière que, par l'effet de leur mutualité, les hommes en tirassent avantage. Mais tant qu'existera le monopole sur la terre, la même passion vous donnera un Napoléon ou un Lacenaire, un Rothschild ou un Robert-Macaire.

Comment aura lieu cet état normal?

La tendance de l'homme le pousse à s'améliorer, et son égoïsme le fait recourir à tous les moyens dont il peut se servir. Pourtant une fois que la société aura été transformée, par le moyen de la bancocratie, en une commandite réelle et parfaite, l'égoïsme privé se trouvera identifié dans l'égoïsme général. Tout le monde voudra devenir riche, tout le monde ambitionnera des honneurs, des charges, des préférences; mais par l'effet de cette même concurrence, on verrait se fixer ce juste milieu des passions que nous appelons vertu. Alors il arrivera que tout le monde aura le droit de prétendre, et que le privilége d'obtenir ne sera accordé qu'à ceux que l'égoïsme général aura reconnus les plus utiles pour le service de chaque égoïsme particulier. Alors le moment arrivera où la véritable économie sociale d'un peuple fera connaître combien et quelle espèce d'hommes de talent il lui faut pour les besoins

Digitized by Google

matériels et moraux, et de quelle manière le surplus trouvera dans le travail cette vie confortable et ces honneurs qu'il ne trouve aujourd'hui ni en portant les armes, ni en écrivant, ou en lisant un journal.

Comment vous y prendrez-vous pour constituer cette espèce de jury national?

La bancocratie étant la seule formule de la vérité doit contenir en elle-même toutes les formules de détail pour connaître la vérité. Le franc de la nouvelle rente du pauvre comme le million qu'y aura placé le riche, les mettra tous les deux dans le besoin de l'ordre, du respect au pouvoir dont le peuple a fait choix, et de la paix. Or, sur la terre le peuple étant tout, parce que sans lui il n'y a ni autel, ni trône, ni magistrat, il s'ensuit que sa souveraineté réelle sera toujours une dérision tant que chaque individu ne pourra pas exercer ce droit de souveraineté, qui est de choisir ou de révoquer ses ministres : tant qu'il ne jouira pas de cet exercice, le mal du monopole qui provient de l'abus des passions ne pourra jamais disparaître de dessus la terre.

Comment le peuple obtiendra-t-il le suffrage universel?

Chaque homme pour vivre a besoin d'exercer un état. La représentation d'un peuple sera toujours un monopole, tant que n'existera pas l'expression de tous ceux qui composent la souveraineté du peuple. Alors, depuis le journalier jusqu'au premier ministre, il faut qu'ils manifestent leur volonté dans le corps de leur métier. Ces corporations éliront celui qu'elles jugeront le plus digne de leur confiance. Les élus d'un canton formeront la corporation des éligibles d'un arrondissement; les élus de l'arrondissement seront les éligibles du département, et celui qui aura réuni la majorité des suffrages dans le département sera le véritable représentant du peuple.

De cette manière vous restreindriez le nombre actuel des députés?

Nous sommes l'auteur d'un projet et non pas d'une loi; et ce serait un contre-sens que de donner la loi au peuple qui a le droit exclusif d'être législateur. Cependant nous sommes convaincus que, la voix du peuple étant *la voix de Dieu*, il serait mieux représenté si ses administrateurs étaient élus directement par les administrés. D'ailleurs dans l'administration économique d'un état, ce n'est pas la quantité, mais la qualité que l'on doit pré-

Digitized by Google

férer; nous supposons dès-lors que, lorsque tout le peuple sera lié puissamment à l'ordre par le moyen des intérêts matériels, il saura trouver dans son sein les représentants, qui répondent au mandat d'améliorer sa richesse et son bonheur moral. Voilà suivant nous le véritable moyen par lequel le peuple peut parvenir à s'exploiter tout seul, se délivrer des monopoleurs, et, après tant de sacrifices, tenir enfin dans ses mains les clés de son trésor, pour se donner un gouvernement à bon marché et l'organisation parfaite du travail.

Mais les monopoleurs actuels du talent, de la parole et des opinions seront les ennemis acharnés de votre réforme?

Dans les changements de gouvernement qui ont eu lieu jusqu'à présent, de monarchique en aristocratique, et d'aristocratique en démocratique, *et vice versa*, les hommes de talent, impassibles sur le sort malheureux du chef de l'État, qu'il ait été guillotiné, déporté ou exilé, ont su trouver dans leur talent le moyen d'être les premiers, même sous le nouveau gouvernement. Notre principe à nous laisse tout le monde et toutes les choses tels qu'ils se trouvent pour arriver où la destinée des hommes les appelle. Par conséquent, leur conversion en faveur du nouveau principe ne serait pas une apostasie, mais l'échange de principes machiavéliques contre le saint principe évangélique de la charité, basée sur le pivot de l'intérêt général du peuple.

Votre système semble pourtant ne pas favoriser les lettres, les sciences et les arts?

La nature récompense ou punit, suivant l'usage ou l'abus que l'homme fait de ses trois grands capitaux qui le distinguent de la brute, qui sont la pensée, la parole et l'action. Si par littérature on veut entendre cette étoupe de la pensée qu'on ne trouve pas à vendre, alors la *Bancocratie* en préviendra les manufacturiers, et leur fera savoir s'il n'est pas mieux pour eux de s'adonner à un état avec lequel, même en employant la plume, ils puissent gagner 10 francs par jour, plutôt que d'escompter une vanité littéraire qui leur rapporte peu ou qui les fait vivre dans les privations. Si le savant veut figurer parmi les nouvelles aristocraties sociales, il en trouvera la récompense dans la concurrence des industriels qui se disputeront son assistance. Si l'artiste veut, lui aussi, son aristocratie, il la trouvera dans la richesse générale du peuple qui ui demandera son travail. Par conséquent, le vrai littérateur qui

Digitized by Google

saura charmer un peuple riche, un savant qui saura l'enrichir davantage, et un artiste qui augmentera le confortable de sa vie, doivent reconnaître dans le nouveau système le principe de la vraie civilisation et le tombeau de ce brigandage organisé qui rend la vie une fête pour les monopoleurs, et la remplit de douleurs pour les monopolisés [1].

Mais avec tout ce système on n'empêchera pas que l'argent du peuple, tant qu'il ne tiendra pas les clés de son trésor, soit employé dans les fortifications qui s'élèvent ou pour l'emprisonner, ou pour intimider la couronne, ou pour répandre la propagande révolutionnaire : est-ce qu'alors la rente populaire ne serait pas compromise?

Nous répondons qu'un mois après que le ministre des finances, au lieu de créer du 3 °/₀ à 75 pour se procurer les quatre cent cinquante millions pour élever les fortifications et payer les frais de la paix armée, aura créé le 1 °/₀ au 25, les bastilles seront suspendues et les matériaux vendus à des entrepreneurs de constructions lucratives pour la nation. Nous promettons que toute cette belle jeunesse que Dieu a créée pour s'enrichir elle-même et la nation sera renvoyée chez elle pour travailler utilement à la terre, et

[1] Nous prions nos lecteurs consciencieux de ne pas croire que toute la science de la routine de la vie soit expliquée dans ce court catéchisme. Puisque l'on a imprimé jusqu'à ce jour des centaines de millions de livres en faveur du monopole, il est juste d'en accorder au moins une douzaine à ceux qui doivent ôter les clés de l'argent du peuple des mains des monopoleurs pour les mettre en celles de ses délégués naturels. Et s'il a fallu six mille ans pour fabriquer tant d'étoffe en faveur de tant d'utopies que l'on a voulu appeler Codes, il faudra accorder au moins six mois à celui qui se propose de faire connaître le seul, le vrai, le très-saint Code que Dieu imprima dans le cœur et dans l'esprit du premier homme, qu'il porte en lui-même, et qu'il n'a pas su faire valoir parce qu'il a voulu lire dans le code de la métaphysique, qui a été et sera toujours le code du mensonge et du monopole. Que le peuple étudie donc dans le code de l'égoïsme complexe de tous ses membres, et il trouvera le moyen d'enlever le code de l'égoïsme à ces monopoleurs qui jusqu'à présent se sont enrichis des fruits de son talent et de son travail. Les monopoleurs se sont toujours associés en commandite pour dépouiller le peuple; le peuple maintenant doit s'associer en commandite pour se soustraire à ce brigandage organisé. Un réformiste à la Robert-Macaire criait, il y a peu de temps, dans un *meeting* de Dublin ; « Agitation! agitation! agitation! » Nous réformistes suivant l'Evangile, nous crions : « Association, association, association! » Si le peuple français sait faire de si grands prodiges quand il s'associe pour détruire, qui lui pourra résister s'il s'associe pour construire l'édifice social?

Digitized by Google

non pas pour accomplir la plus funeste des déceptions des ambitions nécessiteuses qui méditent le coup d'état qui n'a pas réussi en juillet 1830. Enfin nous garantissons au peuple que son argent, après avoir fait suspendre les fortifications, servira à exécuter des chemins de fer pour mettre cette grande nation en communication avec les autres peuples dont la politique veut la tenir isolée.

Comment faire, si le Ministre ne veut pas créer le 1 °/₀ au 25 fr. de capital ?

Respecter tranquillement l'obstination du ministre, et se servir de la loi pour obtenir l'association du peuple en une commandite parfaite. Dieu a créé l'homme libre, mais assujetti à la réciprocité de ses semblables; mais il ne sera jamais libre, tant qu'il n'apprendra pas la science de se soustraire aux monopoleurs par la voie de la légalité, et jamais de la force brutale, pour obtenir sa liberté. Ainsi, tant qu'il y aura apparence de loi, l'homme pourra toujours s'associer légalement avec les autres hommes, afin que le but en soit consenti par cette loi. Or, si la loi permet l'association de dix, cent, mille actionnaires, elle permettra également une commandite de trente-quatre millions d'actionnaires. Alors on ne doit faire autre chose que savoir grandir les formes sur les bases de la caisse Laffitte, favoriser la propriété foncière, en l'admettant aux actions hypothécaires, et faire en sorte que les gérants ne soient pas des Robert-Macaire. Ainsi, dans le cas d'obstination de la part du ministre à ne vouloir pas proclamer avec le 1 p. o/o, la démocratie de la rente qui serait si favorable aux intérêts de la paix et de la couronne, une commandite, basée sur la mutualité des gérants responsables départementaux, élus par les associés, suppléera au refus du ministre, et le gouvernement se trouverait en dehors du gouvernement.

Alors la doctrine diabolique de Machiavel aura servi, pour la première fois, à faire ouvrir les yeux au peuple tout-puissant, parce qu'il est le représentant de Dieu. Dans ce cas, un autre catéchisme instruira le peuple de ce qu'il devra faire pour s'emparer des clés du trésor, qui sont également les clés de la réforme sociale, et sans lesquelles le peuple ne parviendra jamais à s'ouvrir les portes de ce paradis terrestre.

Digitized by Google

Nation.	RENTE NATIONALE FRANÇAISE PERPÉTUELLE.	Rente.
Nation.	Certificat au Porteur de 1 fr. 2 fr. 3 fr. etc.	Rente.
Nation.	*de Rente inscrite sur le Grand-Livre de la Nation,*	Rente.
Nation.		Rente.
Nation.	**Année d'Émission 1841.**	Rente.
Nation.		Rente.
Nation.		Rente.
Nation.		Rente.
Nation.		Rente.

N. B — Ce Certificat pourra être cédé ou négocié avec ou sans les coupons. Les coupons détachés indiquent l'intérêt payé.

N. B. — Ces Bulletins sont destinés à indiquer l'exercice de la souveraineté de la nation pour l'élection des délégués de la Banque nationale.

BB 8 ; 2061

Digitized by Google

Digitized by Google